

# SOMMAIRE

<b>1  Conseils méthodologiques</b>	<b>111</b>
Méthodologie de la dissertation	111
Méthodologie de la fiche d'arrêt ou de décision	114
Méthodologie du commentaire d'arrêt ou de décision	115
Précisions relatives aux sujets corrigés :	116
<b>2  La justice administrative</b>	<b>117</b>
La levée de l'ambiguïté concernant la conventionnalité du dualisme fonctionnel	119
Levée partielle des ambiguïtés sur le respect du principe du contradictoire	121
<b>3  Les sources internes du droit administratif</b>	<b>123</b>
L'importance de l'œuvre constructive du juge administratif en matière de principes généraux du droit	130
Les limites de l'œuvre constructive du juge administratif en matière de PGD	131
Les mutations du droit interne au service du développement de l'office du juge administratif en tant que juge constitutionnel	132
L'influence du droit externe sur l'office du juge administratif en tant que juge constitutionnel	134
<b>4  Les sources internationales du droit administratif</b>	<b>137</b>
L'examen de la conformité du décret aux règles du droit national	141
L'examen de la compatibilité du décret avec les normes internationales	143
Le contrôle de constitutionnalité du droit dérivé, traduction de la primauté de la Constitution dans l'ordre juridique interne	160
Les limites de l'office du juge interne en matière de contrôle de constitutionnalité du droit dérivé	161
<b>5  Le pouvoir réglementaire</b>	<b>163</b>
La légalité d'un décret non délibéré en conseil des ministres signé par le président de la République	169
L'illégalité d'un décret non contresigné par les ministres chargés de son exécution	170
l'interprétation logique de l'article 13 : une compétence d'attribution du président de la République	171
Une interprétation jurisprudentielle de l'article 13 potentiellement favorable à la compétence du président de la République	172

## **6| L'élaboration de l'acte administratif unilatéral**

**173**

Le principe de la légalité des décisions implicites au détriment de l'obligation de motivation **175**

L'exclusion législative des décisions implicites de refus résultant de l'obligation de motivation (en matière audiovisuelle) **176**

Les décisions administratives implicites : une notion originale **177**

Les décisions administratives implicites : un régime juridique partiellement original **178**

## **7| La notion d'acte administratif unilatéral**

**181**

L'admission de la recevabilité du recours exercé contre la circulaire du 19 octobre 2004 **185**

Le contrôle de légalité de la circulaire du 19 octobre 2004 **187**

L'affaiblissement de la cohérence juridique du régime contentieux des circulaires administratives **188**

Le rétablissement de la cohérence juridique du régime contentieux des circulaires administratives **190**

La catégorie d'actes administratifs non décisives : une notion fonctionnelle favorable à l'administration **192**

L'évolution contemporaine de la catégorie d'actes administratifs non décisives dans le sens du droit des administrés **193**

L'examen de la recevabilité du recours exercé contre la circulaire ministérielle du 21 février 2006 **197**

L'examen du bien-fondé du recours exercé contre la circulaire ministérielle du 21 février 2006 **197**

## **8| Abrogation et retrait de l'acte administratif unilatéral**

**199**

Début de précision du régime de l'abrogation des actes non réglementaires créateurs de droits **1102**

Précision non nécessaire à la résolution du litige sur le régime de l'abrogation de l'acte non réglementaire non créateur de droits **1103**

La décision du 10 septembre 2005 octroyant l'allocation du revenu minimum d'insertion : une décision pécuniaire créatrice de droits pour le passé insusceptible de retrait **1109**

L'absence de symétrie parfaite entre le régime du retrait et de l'abrogation des actes individuels explicites créateurs de droits : la possibilité de remettre en cause pour l'avenir la décision octroyant l'allocation du revenu minimum d'insertion **1110**

L'acte non réglementaire non créateur de droits, une notion fonctionnelle **1112**

Le régime juridique des actes non réglementaires non créateurs de droits : la prégnance des considérations de légalité **1113**

## **9| Le contrôle juridictionnel**

**|115**

L'approfondissement du contrôle des motifs de fait sur la décision du ministre de l'intérieur en matière d'interdiction des publications étrangères ■122

Une démarche juridictionnelle animée par un souci d'assurer la conventionnalité du dispositif législatif en matière d'interdiction des publications étrangères ■123

La compétence du Conseil d'État pour contrôler la conventionnalité d'un acte administratif à caractère réglementaire ■126

L'obligation d'abroger le décret du 6 mai 1939 au motif de son inconstitutionnalité ■127

L'influence du pouvoir discrétionnaire sur le contrôle juridictionnel des motifs de fait ■131

Une politique jurisprudentielle favorable à l'extension du contrôle juridictionnel des motifs de fait des décisions prises dans le cadre d'un pouvoir discrétionnaire ■133

Le particularisme relatif de l'EMA dans le contrôle juridictionnel des motifs de fait ■136

L'évolution contrastée du champ d'application de l'EMA ■137

Le contrôle de la légalité externe du décret déclarant d'utilité publique ■142

Le contrôle de la légalité interne du décret déclarant d'utilité publique ■142

## **10| La notion de contrat administratif**

**|143**

L'identification d'un critère original en matière de qualification des contrats conclus entre deux personnes publiques ■153

L'originalité relative des contrats conclus entre deux personnes publiques ■154

## **11| Le régime du contrat administratif**

**|157**

Un revirement de jurisprudence : l'admission conditionnée du recours de plein contentieux au profit des tiers au contrat ■169

L'étendue des pouvoirs du juge du contrat statuant à la suite d'un recours exercé par le candidat évincé ■171

Les limites de la diversification de l'accès des tiers au contrat au juge de l'annulation ■177

La nécessaire diversification des pouvoirs du juge saisi par les tiers au contrat ■178

La nature administrative d'un contrat conclu entre personnes publiques ■184

La résiliation du contrat en raison de la reconnaissance d'un cas de force majeure administrative ■184

## **12| La notion de service public**

**|187**

L'explication par la jurisprudence APREI de la méthode du faisceau d'indices dégagée par la jurisprudence Nancy en matière d'identification d'une mission de SP géré par une personne privée ■190  
La consécration d'un nouveau faisceau d'indices en matière d'identification d'une mission de SP géré par une personne privée dépourvue de PPP ■191

## **13| Le régime juridique des services publics**

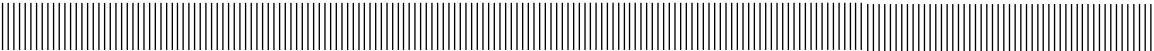
**|197**

La « légalité contractuelle » de la suppression du SP ■199  
L'absence de violation des lois du SP par la décision de suppression ■201  
La différence de ressources, une différence de situation insatisfaisante en matière de SP locaux à caractère culturel ■207  
Le rôle déterminant du juge quant à l'identification des nécessités d'intérêt général justifiant une différence de traitement fondée sur les ressources des usagers ■207  
Le critère organique, un élément certain d'identification du service public ■208  
L'incidence partielle du critère organique sur le régime du service public ■209

## **14| La police administrative**

**|211**

La compétence du maire pour restreindre la liberté de circulation des mineurs et prévoir l'exécution forcée de sa mesure ■217



L'exercice d'un contrôle des motifs de fait sur l'arrêté municipal ■219  
L'originalité partielle de la notion d'ordre public spécial ■220  
L'ordre public spécial, objet d'un régime partiellement original ■221

### **15| La responsabilité pour faute**

**■223**

Le refus d'engager la responsabilité de la collectivité publique sur la base d'un régime de présomption de faute ■227  
Le refus d'engager la responsabilité de la collectivité publique sur la base d'un régime de responsabilité sans faute ■229  
La confirmation d'une dérogation à la jurisprudence Darmont ■232  
L'introduction d'une nouvelle dérogation à la jurisprudence Darmont ■234  
Le caractère incertain des contours de la faute lourde en droit de la responsabilité administrative ■235  
L'intérêt incertain de la faute lourde en droit de la responsabilité administrative ■237

### **16| La responsabilité administrative sans faute**

**■239**

L'impact de la jurisprudence Ax'ion sur la responsabilité du fait des décisions administratives régulières ■244  
II. Interrogation sur la raison explicative de l'absence d'engagement de la responsabilité sans faute de la commune ■245